100000 Constant of the second of the second

rr 37

edite par l'Organisation Revolutionnaire Anarchiste

26 DECEM

1974

les bureaucrates

"IL FAUT SAVOIR TERMINER UNE GREVE"

la base



UMIE MASS

IA BASE TRANCILLE

l'ordre règne aux PTT

« Tétes hautes et poings levés » comme on peut lire dans les tracts syndicaux, têtes basses et la rage aux sœurs nous sommes rentrés et bien rentrés. Après quarante-cinq jours de greves et sans avoir RIEN obtenu.

On a pu lire dans le précédent numéro de « F.L. » un article rédigé quelques jours seulement avant la reprise. Nous indiquions alors, que faute d'initiatives nouvelles la grève s'effritait, et que toutes les conditions d'un échec étaient rassemblées. Les quelques jours qui ont suivi furent sans surprise

A partir du jeudi 25 novembre les organisations syndicales fa paient reprendre les centres de tri paris et, unité pur unité, sans se heurter à une importante disistance.

La grève des PTT d'octobre et novenibre 1974 reste cependant un conflit exemplaire. Exemplaire, non seulement parce qu'il s'agit d'une des grèves les plus importantes depuis mai 68 (près de deux mille grévistes), mais aussi et surfout peut-être parce qu'elle est très significative de la faculté d'adaptation des bureaucraties syndicales aux besoins de la base, et de la confiance que celle-ci porte « encore et malgré tout à ses dirigeants.

Cette grève, qui est peut-être aussi la première depuis longtemps où les communistes libertaires, regroupés autour de leur bulletin « le Postier affranchi », sont apparus comme une force de propositions et de critiques, doit servir aux révolutionnaires non seuiement d'expérience enrichissante mais encore d'avertissement.

« SUSPENSION DE LA GREVE » OU REPRISE DU TRAVAIL ?

On se souvient que si la grève était partie spontanément du centre de tri PLM (gare de Lyon), elle avait été immédiatement soutenue par les organisations syndicales sans l'intervention desquelles l'extension n'aurait pu être aussi rapide.

Cette extension, les fédérations avaient même pouvoir de la bloquer, comme elles l'avaient fait pour le cas de Brune. les 6 et 7 octobre.

Bioquer ce conflit, cela aurait été s'exposer au mécontentement de la base, et surtout, dans le clima, de degradation accélérée des conditions d'emploi,



de travail et de salume des PTT de se serait agit en fait que d'un dangereux ajournement. Ne pas lancer la grève aujourd'hui, c'était pour demain s'exposer à une grève sauvage, incontrôlable.

En fait, personne ne s'attendait à ce que la grève dure plus de deux semaines. L'intransigeance gouvernementale, d'une part. la combativité des postiers, d'autre part, en allongeant le conflit. devaient placer les directions syndicales dans un certain embarras. Elles ne pouvaient se permettre d'étendre le mouvement pour faire plier Giscard, car l'extension, quand deux cent mille travailleurs sont déjà en grève ouvre la perspective de la grève géne ale illimitée, ni la CGT ni la CFDT ne veulent d'un nouveau mai 68. Elles ne pouvaient pas non plus se permettre de se constituer en barrage, face à une colère et à une combativité trop grande de la base.

Il fallait donc mettre tout en œuvre pour qu'un échec apparaisse comme une fatalité, indépendante de la volonté des dirigeants syndicaux CGT, CFDT).

Dans la cadre, l'attitude de la fédération Force Ouvrière, qui allait bientôt jouer le rôle de bouc émissaire, a tenu une place importante dans le découragement des travailleurs. Cette fédération

avec le gouvernement, et, ilée par celuici, elle n'a jamais voulu reconnaître la plateforme des grévistes. Les assemblees générales ont donc été le théâtre d'affrontements quotidiens où la CGT, CFDT faisaient gorges chaudes contre FO, bien que les adhérents et militants Force Ouvrière aient voté dans leur quasi totalité la plateforme de tous les grévistes (1700 F, minimum, 200 F pour tous). D'ailleurs, nous devons aussi le souligner, les négociateurs CGT CFDT ne semblent pas avoir défendu cette revendication avec beaucoup de chaleur lors des diverses tables rondes (on pourra se demander pourquoi aucun compte rendu écrit des négociations n'a été communiqué aux sections syndicales).

On se souvient enfin (voir, toujours le numéro précédent de « F.L. ») comment les hiérarchies syndicales ont bloqué toutes initiatives durant la lutte, toutes terratives de relancer les centres de province et les bureaux satellites.

Comment encore l'extension à la SNCF a été sabotée (voir l'article des camarades de Juvisy n° 36 de « F.L. »).

Tout a été engagé pour isoler les centres de tri parisiens, noyau moteur de la lutte, et pour que 'ceux-ci rentrent au

AVIS AUX LECTEURS

Depuis un an, « Front Libertaire » est paru sous sa formule actuelle. Il devait être quinzomadaire ou si vous voulez bi-mensuel (tous les 15 jours). Il ne l'a pas été. Il ne fut même pas mensuel. Des difficultés financières nous ont empéché en partie de réaliser cet objectif et le gala récent n'a pas suffi à combler nos dettes. Des raisons techniques faisaient qu'un « 20 pages » ne pouvait être realisé à Edit 71 en moins de quinze jours, ce que ne pouvait supprier un mensual et à fortiori un bimensue les anticles devenant hors d'actuals.

Cependant, la crise que subit le capitalisme, et ses gestionnaires de droite comme de gauche, les luttes des travailleurs menées contre ce système malade nous obligent à envisager une nouvelle rorrae d'intervention écrite : sortir un journai et une revue, ce que « F.L. » actuel assurait tant bien que mal (journal en retard sur l'actualité, analyse manquant d'approfondissement).

C'est pour cela que » F.L. » sortira

C'est pour cela que « F.L. » sortira dorenavant bi-mensuel. Pour des raisons mancière, le nombre de pages sera de la latter raire des NMPP mo-

mentanément. Son prix passera à 2 F. Ainsi « F.L. » pourra être enfin un journal réfléchissant sur l'actualité et un outil pour la lutte.

La revue, quant à elle, sera trimestrielle et aura pour but de tournir des analyses de classes, un approfondissement du projet communiste libertaire par un débat ouvert

Nous appeions de nouveau à une souscription générale pour que « F.L. » soit bi-mensuel. Le soutenir financièrement est vital. Abonnez-vous. Souscrivez.

ORA-F.L.

boulot, en tournant leur colère non contre leurs dirigeants CGT CFDT, qui ont toujours *tenu dans les centres de tri un langage dur, mais contre Force Ouvrière (ce *qui a d'ailleurs permis aux deux autres syndicats de récupérer un certain nombre d'adhésions) contre l'intransigeance d'un gouvernement de droite (avec en perspective le soutien à un gouvernement de gauche), et contre la « faiblesse de la combativité » de leurs camarades de province.

Cette reprise concertée ne pouvait s'achever sans la traditionnelle petite phrase « la lutte continue sous d'autres formes ». Ainsi, « nous n'avons pas repris le travail, mais suspendu la grève ». Or, c'est un fait que nous devons souligner, l'atmosphère des premières semaines d'après-grève est une atmosphère d'attente, les postiers veulent toujours se battre.

C'est pour répondre à ce besoin, qui créait dans les centres un véritable malaise, que les organisations ont proposé une sorte de programme d'action, vote sous forme de motions par les travailleurs lors de l'A.G. de reprise; il ne s'agit en fait que de mesures défensives.

A propos du paiement des jours de grève, le gouvernement a l'intention de nous retirer chaque mois l'équivalent du quart des jours de grève, ce qui représente un tiers du salaire en moins pendant quatre mois, soit moins du SMIC pour les auxiliaires; la réponse est : baisse du rythme de tri d'un quart.

A propos des centres de tri parallèles : refus d'assurer le trafic des sacs postaux en direction ou en provenance de ces centres.

A propos du manque d'effectifs, refus de faire des heures supplémentaires (les « Californis »).

La baisse du tri, irrégulièrement suivie, reste effective, mais cela ne suffit pas. Face au manque de propositions pratiques des organisations syndicales, les travailleurs des PTT se trouvent plongés dans un certain désarroi, qui conduit certains aux solutions individuelles (les heures supplémentaires) et au pessimisme. Il est impossible d'établir aujourd'hui quelle pourra être l'évolution aux PTT, mais ce qui est à peu près sûr, c'est que malgré cela, malgré aussi la carence évidente des hiérarchies syndicales durant le conflit, malgré encore l'absence de propositions qu'elles nous offrent aujourd'hui, tant pour les problèmes généraux que pour les problèmes locaux (ainsi, à Paris-Brune, deux auxiliaires dont un membre du C.E. de la CGT, sont licenciés sans réactions syndicales), les tra-vailleurs conservent et conserveront pleine confiance en leurs « représen-

Ce qui est sûr encore, c'est que le dossier PTT n'est pas refermé, et que dans les mois à venir, les postiers peuvent occuper à nouveau le devant de la scène sociale. C'est dans une atmosphère de colère latente que les militants révolutionnaires vont intervenir, et lutter pour que le conflit d'octobre et novembre 1974 soit le dernier succès réformiste, et donc le dernier échec des travailleurs des PTT.

LES REVOLUTIONNAIRES DURANT LA GREVE QUELQUES TENTATIVES VERS L'AUTONOMIE OUVRIERE

* Contrairement à ce qu'on a pu lire dans « Minute » et dans « Le Monde ». aucun groupe d'extrême-gauche n'a véritablement percé durant cette grève. Les



organisations qui y sont le plus représentés. REVO avec son journal « l'Etincelle » le FCR et ses taupes, le PCR m-l, et les militants communistes libertaires du « Postier Affranchi », baignent encore tous dans la misère des groupuscules. Mais un courant nouveau, à gauche du réformisme, constitué par de jeunes travailleurs le plus souvent inorganisés, tés d'animation), en inquiétant sérieuses'est manifesté durant ce conflit, et a parfois matérialisé son existence (comités d'animation), en inquiétant sérieusement les appareils.

Les comités d'animation de Brune, de Saint-Lazare ou d'Archives, ne sont pas nés de mots d'ordre d'organisations, mais sont des réponses spontanées aux besoins de la lutte. Les militants révolutionnaires s'ils ont, diversement d'ailleurs, apporté leur soutien à ce courant, ne peuvent en aucun cas revendiqué la paternité de ses réalisations. On peut dire, à ce sujet, que le FCR, implanté depuis un certain temps aux postes, et bénéficiant de moyens matériels et militants plus importants que les autres groupuscules, n'a pas été à la hauteur de ses possibilités. Une stratégie syndica liste qui limite les interventions des militants à aboyer avec les bureaucrates (n'a-t-on pas vu un militant du FCR affirmer en A.G. à Paris-Brune, que notre grève « n'est pas politique »), et jamais contre eux, ne permet pas d'appuyer les tentatives autonomes de la gauche ouvrière.

Ainsi à Saint-Lazare (point d'implantation maximum du FCR aux PTT) celle-ci n'a-t-elle pas bénéficié de ce soutien lors du long travail d'explication, en A.G. et en commissions d'études, qui lui a permis de défendre victorieusement, face à une CFDT muette et une CGT hostile, l'idée d'une marche nationale des postiers vers Paris, seule réponse possible à l'effritement du mouvement, motion votée en A.G. le 25 novembre et dont la diffusion vers les autres centres fut soigneusement éviter par les fédérations.

Cette poussée d'une gauche ouvrière (comité d'animation, popularisation, comités de grève de Nanterre ou d'Arcueil, etc.) est un fait nouveau aux PTT, et qui ouvre pour les révolutionnaires une perspective optimiste, d'autant plus que les réformistes trouvent difficilement les cadres jeunes qui pourraient assumer la relève et donc d'assurer l'avenir.

Les communistes libertaires ont, quant à eux, tester une formule d'organisation qui s'est révélée efficace « Le postier

affranchi », coordination de Groupes Communistes libertaires d'entreprises, plantés notamment sur la majorité des centres de tri parisiens, mais aussi aux télécoms, aux chèques postaux et en province, a pu apporté semaines après semaines ses propositions concrètes et ses critiques. Parti, il y a un an mainte-nant d'un noyau très limité de militants. le « P.A. » s'est renforcé et étendu depuis, et notamment durant cette grève. Mais il n'est en somme, aujourd'hui encore, qu'un groupuscule qui ne peut soutenir que faiblement les initiatives de la gauche ouvrières. Quant au projet révolutionnaire qu'il propose élément nécessaire au débat que les travailleurs mènent aux PTT comme ailleurs, pour savoir comment résoudre les problèmes politiques et économiques qui se posent à la classe ouvrière un débat où les réformistes tiennent encore, et tiennent bien, le haut du pavé, le « Postier affranchi » n'a pas encore les moyens suffisants pour le défendre partout avec efficacité.

Ces moyens, militants et matériels, nous nous les donnerons.

AUX PTT, DEUX TACHES POUR LES REVOLUTIONNAIRES

En somme, on peut dire que si la gauche ouvrière a pu ponctuellement matérialiser sa présence, il lui a manqué pour être efficace cohésion et coordination.

La force qu'elle représente est encore éclatée, éparpillée, non seulement sans liaison de centre à centre, de bureau à bureau, mais encore disséminée dans chaque lieu de travail sans liens réels

A Samt-Lazare, c'est l'ébauche d'un rassemblement qui a permis à cette nouvelle gauche de peser de façon concrète sur les événements, d'être un courant réel des travailleurs en lutte, y compris en mettant la direction de la CGT en minorité en A.G.

Ce regroupement des travailleurs radicalisés, les militants communistes libertaires s'efforcent de le favoriser, dans chaque centre, dans chaque brigade (service), sur la base d'une pratique commune pour la prise en charge de leur lutte par les postiers eux-mêmes, et ce tant dans les sections syndicales qu'en dehors.

La seconde tâche des militants communistes libertaires est de renforcer aux PTT le pôle révolutionnaire qu'ils constituent en apportant dans le débat en cours chez les travailleurs un projet révolutionnaire crédible.

scherose ou transon chomage

Le texte qui suit est le résultat de réflexion de camarades. Nous le passons tel quel car nous pensons que le thème de cet article ouvre un débat.

Cet article concernant la grève active me permet de rappeler qu'il est des secteurs de la fonction publique où nous avons été amené à utiliser des formes équivalentes de grève.

A l'assistance publique, il y a trois ou quatre ans, les grèves étaient passives et s'avéraient totalement inefficaces. En effet, nous étions obligés d'assurer un service quasiment normal et d'être

présents sur les lieux (sécurité du malade ; urgences médicales et chirurgica-

La grève administrative sans aller jus-qu'à la gestion collective de l'hôpital (l'exécution des soins étant toujours dirigé et pratiqué par des médecins) est devenue une arme inefficace. Nous avons pratiqué cette forme de grève, pour la première fois, il y a deux ans et demi, soutenus au départ par la confédération CFDT uniquement. En bloquant les caisses et en faisant appliquer le principe de la gratuité des soins ; nous avons largement popularisé nos luttes à l'exté-

En refusant de rendre les fiches de soins des malades hospitalisés, nous avons entièrement désorganisé la comptabilité de l'hôpital. De plus notre présence constante sur les lieux nous a permis d'organiser des contre-opérations « portes ouvertes » et dans l'intérêt du public sur la situation désastreuse de l'assistance publique et des conditions de travail scandaleuses des personnels hospi-

Contre les mini-grèves et les manifs hospitalières train-train, contre les marchands de sommeil syndicaux, la grève administrative s'est largement développée et sans cesse améliorée portent actuellement ses fruits.

Un militant CFDT, ex-agents hospitaliers, (Hôpital Broussais).

Périodiquement nous assistons à de grandes grèves dans le secteur public et toujours nous retrouvons les mêmes modes d'action aussi peu satisfaisants soient-ils.

Si l'arrêt de la production est une pression souvent suffisante pour contraindre le patronat à des augmentations de salaires ou à une amélioration des conditions de travail et d'emploi, il est loin d'en être de même lorsque l'employeur se trouve être l'Etat ; l'Etat peut se per-mettre de larges pertes d'exploitation sans se trouver acculer à la faillite, de même que chaque Journée de travail perdue n'entraîne pas obligatoirement la perte de recettes correspondantes. Sa préoccupation première, mais non déter-minante, reste celle de ne pas paralyser sensiblement l'activité économique par le reiet global des revendications qui lui sont posées, mais il peut compter en

revanche sur un appui toujours plus large et une pression correspondante de l'opinion publique privée de certains services essentiels, et en définitive, l'intran-sigeance de l'Etat-patron peut fort bien déterminer le pourrissement de la grève, déboucher sur un demi-échec de celle-ci. demi-échec qui sera ressenti d'ailleurs comme un échec véritable.

Une grève est en effet condamnée à triompher (dans l'immédiat). Tout succès mitigé ou semi-échec replace le mouvement ouvrier bien en-deçà de son point de départ (il faudra un temps souvent très long pour effacer les traces du découragement ressenti par les travailleurs, après tant d'efforts dans l'action, tant d'espérances sur les possibilité de victoire, tant de sacrifices sur le plan finan-

Il devait paraître logique que face à un ennemi de cette taille, les organisa-tions syndicales cherchent à tourner des obstacles largement prévisibles, et s'il n'en est pas ainsi, c'est avouer qu'elles ne comptent en fait que sur la bonne volonté gouvernementale pour ne pas pousser l'épreuve jusqu'au bout. Dans ce dernier cas, nous pouvons parler de trahison délibérée des intérêts des salariés, mais gentils comme nous le sommes, nous parlerons plutôt de sclérose du lourd appareil syndical.

Depuis des dizaines d'années, les anarchistes énoncent une vérité première concernant les grèves des services publics, à savoir que celles-ci ne doivent pas, dans toute la mesure du possible, se produire au détriment des usagers, mais au contraire à l'avantage de ces derniers, ce qui veut dire que, durant une telle action revendicative, ou insurrectionnelle, les services publics devront tendre à fonctionner gratuitement. Si les transports, les postes fonctionnent gratis, les grévistes bénéficieront à la fois du soutien du public et de la pression financière exercée sur l'Etat. Qu'une telle grève exige des qualités d'organisation et surtout d'audace chez tous les travailleurs et les cadres syndicaux, nous n'en doutons pas, mais s'il faut renoncer à cela, mieux vaut ne plus parler d'émancipation du prolétariat.

Il est certains que pour éviter, par exemple, qu'un public hésitant et poltron affranchissent son courrier, il faudra largement répandre le bruit que tout courrier affranchi restera en souffrance, pour éviter des pressions sur les voyageurs et usagers, des comités de grève devront circuler dans les trains, exercer une surveillance à l'entrée et à la sortie des gares de voyageurs et de marchandises. (En fait, c'est un véritable plan d'organisation qui devrait être mis au point de façon que les travailleurs de divers secteurs n'encourent point de sanctions automatiques - ce qui rendrait tout déclenchement guère réalisable - ceci peut se faire en plaçant certains secteurs en grève passive (droit constitutionnel) et les autres en « grève active », de sorte que la gratuité des services soit assurée.)

Et par ces exemples très simples sur deux services essentiels, les transports et le courrier, l'on voit très bien où l'on débouche, sur une véritable mainmise des

Le texte suivant est la plateforme élaborée par le collectif Chômage qui s'est récemment créé pour la lutte contre les conséquences du chômage que subissent les travailleurs

Le collectif chômage est un regroupement de militants venant d'horizons di-vers, à tout point de vue, dont des militants du MTA (Mouvement des travail-

pour

La télévision, la radio, la presse brandissent le spectre de la crise en disant que la France et l'Europe entière sont plongée dans un chaos économique. Cette pseudo-crise n'est ni une fatalité, ni la faute des grèves. Ils ne s'agit en réalité que de la conséquence d'un système capitaliste qui tente de se recycler, afin de résoudre et dépasser ses pro-blèmes. Face aux diverses luttes menées ces dernières années sur des bases ori-ginales (Lip, Péchiney-Noguères, Le Joint Français, la grève nationale des immigrés le 14 septembre 1973, etc.), le patronat cherche à instaurer une mobilité de l'emploi, afin de rendre les travailleurs plus dociles et plus malléables par la division et la dispersion.

QUI LA CRISE FRAPPE-T-ELLE, ET DE QUELLE FAÇON ?

Les plus touchés sont évidemment : les femmes, les immigrés, les jeunes et les hors-statuts, de quatre manières distinctes:

- 1. Les travailleurs se retrouvent au chômage par suite de licenciements ce qui les confronte à des problèmes parfois insolubles, tant professionnels que personnels. En effet, cette situation est con-sidérée comme déshonorante, à cause de la division qui est faite depuis touiours entre les travailleurs • gagnant leur pain à la sueur de leur front » et les chômeurs « tire-au-flanc » assistés. Ces derniers portent en réalité le poids d'un état de choses qu'ils n'ont en aucun cas voulu.
- 2. Un certain nombre d'entreprises commencent à réduire leur activité d'où un chômage partiel ayant pour conséquence des réductions de salaires.
- 3. Plus insidieux encore est le chômage partiel non rémunéré qui touche les travailleurs temporaires, intérimaires, auxiliaires, vacataires, saisonniers, ou-vriers du bâtiment mis à la porte à la fin d'un chantier. Les sans-papiers qui travaillent les six mois nécessaires en cotisant au chômage, ne peuvent pas toucher de chômage parce qu'ils ont peur d'aller dans les ANPE, n'ant pas de papiers. D'autre part, tous ceux qui sont sous contrat d'un an ne peuvent s'inscrire au chômage en cas de rupture de contrat.
- 4. Le chômage camouflé de TRENTE pour cent des étudiants qui sont salariés et ne peuvent pas s'inscrire au chômage. Ou encore celui des 300 000 soldats du contingent, qui eux-mêmes s'organisent dans les casernes pour arracher le SMIC, ou encore les prisonniers qui lorsqu'ils travaillent touchent des salaires de misère et qui en sortant ne peuvent pas s'inscrire au chômage.

leurs arabes) des intérimaires en lutte, les anciens animateurs de « Technique en lutte », des travailleurs des ANPE, des militants d'unions locales CFDT, etc.

LE BUT DU COLLECTIF est de susciter une large propagande sur le thème du chômage, partout où cela sera possible, afin de déboucher sur la création de comités de chômeurs de quartiers.

Les textes élaborés n'ont pas pour but de proposer une nouvelle ligne politique, un gadget de plus dans la panoplie gauchiste. Au contraire, ils sont le résultat de discussiosn avec des chômeurs qui veulent lutter. Le projet de comités de chômeurs se situe dans la ligne de la réappropriation par la classe ouvrière de l'ensemble de sa situation dans le sys-

tème capitaliste, de refaire son unité globale, de briser le cloisonnement entre les différentes phases de la lutte de la classe salariale (cloisonnement des luttes qui permet au système de survivre).

Dans le temps de « crise du capital » qui influe sur l'intensité de la lutte de classe, laisser démobiliser 1 million de travailleurs, sans perspective et en position d'extrême faiblesse, est un pur suicide politique. Le but des comités de chômeurs, regroupement de travailleurs sans emploi, voulant prendre leurs affaires en mains, devra faire sa jonction avec toutes les luttes, refaire l'unité avec les travailleurs dans les usines et les bureaux (avec ceux pour qui la mobilité de l'emploi n'est plus uq'un mot (immi-

grés, intérimaires, auxiliaires, etc. qui ne sont pas dans la même position que les travailleurs fixes), réinsérer toutes les luttes sur le lieu du travail aussi blen que dans la vie quotidienne. Les textes élaborés peuvent être remaniés et complétés au fur et à mesure des perspectives et des créations de comité. Leur base commune en est le droit à la garantie des ressources pour tous.

LE DROIT A LA VIE NE SE MENDIE PAS, IL SE PREND

Dans cette perspective, le collectifchômage possède un matériel de diffusion (tracts, plateformes, affiches) disponible aux permanences

la lutte des chômeurs et des sans-emploi

QUE FAIT LE PATRONAT FACE A CETTE SITUATION ?

Il a essentiellement proposé un accord applaudi par le gouvernement et adopté par les syndicats... Au terme de cette négociation, les travailleurs licenciés collectivement pour des motifs économiques devront toucher une indemnité correspondant à 90 % du salaire pendant un an. Moyennant quoi, les commissions paritaires Patronat-Syndicats institués tous les trois, six et neuf mois, vérifieront et décideront si les travailleurs sont encore admis à toucher cette indemnité.

Apparemment cette loi est sécurisante et progressiste. Si l'on y regarde de plus près, on se rend compte qu'il s'agit de la plus pure démagogie. Pourquoi ?

- plus pure démagogie. Pourquoi?

 1. 62,4 % DES CHOMEURS SONT EXCLUS DU BENEFICE DE CET ACCORD:
 les intérimaires, les saisonniers, les
 800 000 employés de maison, les travailleurs du bâtiment, tous les gens qui n'ont
 pas d'ancienneté, mais surtout les licenciés individuels qui sont la majorité.
- L'objectif est d'acculer les travailleurs à accepter n'importe quel emploi à n'importe quelles conditions, sous peine de se voir retirer ses indemnités. Le nouvel accord du 14 octobre restreindrait le droit de refuser les emplois proposés par l'ANPE.
- 3. La formation permanente, qui est le corollaire de cet accord, ne sert qu'à rentabiliser les travailleurs. ELLE EST OBLIGATOIRE, c'est-à-dire que le chômeur est contraint de se recycler dans le cadre d'un stage de formation qui permet de contrôler et de planifier l'emploi, tant sur le plan géographique que professionnel.
- 4. Le patronat peut, tout en divisant les travailleurs, tempérer le climat social et permettre aux entreprises multinationales, aux secteurs nationaux importants et aux trusts bancaires de se restructurer au niveau international, en éliminant les entreprises marginales.
- Un volant de chômage divisé, donc plus facilement contrôlable par le jeu des commissions paritaires est entretenu par ces méthodes. Ce qui permet au patronat DE FIXER LES SALAIRES ET DE CON-TENIR LES LUTTES.

FACE A TOUT CECI QUE POUVONS-NOUS?

Pour mettre en échec ces grandes manœuvres de restructuration, il s'impose que nous nous unifions tous, travailleurs avec ou sans emploi, autour d'une plateforme claire:

— Garantie des ressources: nous avons tous les mêmes besoins, salariés, chômeurs, tous ceux qui fournissent un

travail ne donnant pas droit à un salaire. Tous, nous payons les quittances d'EDF, de chauffage, les loyers, les impôts, les transports C'est au patron de financer tout cela sur ses profits : il veut la mobilité de l'emploi, il doit la payer!

— Réduction des temps de travail, SANS PERTE DE SALAIRE. Tandis que certains travaillent jusqu'à 54 heures par semaine (parfois même plus!), nous sommes des centaines de milliers au chômage, privés de salaire ou percevant un salaire réduit, sous prétexte qu'il n'y a pas de travail. C'est sur ce plan que nous avons quelque chose à dire aux portes des usines et des chantiers, pour construire l'unité dans la lutte, seule réponse au chantage à la crise.

— La notion travail-salaire doit être remise en cause. NOUS AVONS TOUS LES MEMES BESOINS. Le système capitaliste voudrait priver le travailleur qui cesse de vendre sa force de travail de ses ressources. Nous, travailleurs excédentaires, valons-nous moins qu'une simple marchandise?

— Lutte contre la division. A travers la crise-restructuration, les capitalistes espèrent provoquer une division réelle et durable travailleurs-chômeurs. L'idéologie petite-bourgeoise à travers la vieille idée: « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », perpétue cette division et se propose cyniquement de faire payer la dite crise aux hors-statuts, qui sont plus nombreux qu'on ne le pense généralement (850 000 intérimaires, 1 millions de nontitulaires de la fonction publique, 90 000 auxiliaires dans les PTT, 4 millions d'immigrés, etc.), reconnaître leur existence, leurs revendications propres, leurs formes de lutte.

En effet, les syndicats en avançant prioritairement la garantie de l'emploi et la défense du poste de travail créent un facteur de division important : ils ne permettent pas la liaison entre tous ceux pour qui la défense du poste de travail ne signifie pas grand-chose (pigistes ORTF, vacataires, intérimainres, etc.) et tous ceux qui bénéficient d'un poste de travail fixe et qui croient encore le garder longtemps. Seul le terrain du salaire garanti permet l'unification et la liaison entre les travailleurs qui luttent pour la sauvegarde de l'emploi, et qui ainsi, s'opposent à la restructuration capitaliste par la mobilité de l'emploi, et tous les sansemploi qui luttent pour l'obtention d'un revenu garanti et la satisfaction de leurs besoins matériels.

— Disparition du contrôle policier, sous sa forme administrative ou directe, disparition du racisme anti-chômeurs, anti-jeunes, anti-femmes, anti-immigrés. Toutes ces vexations dans les centres d'accueil et « d'aide sociale » sont autant de mesures dissuasives et répressives contre lesquelles nous devons nous organiser en priorité, et desquelles nous devons discuter avec tous les travailleurs des organismes qui dépendent du ministère du Travail.

— Disparition du pointage. La loi du 14 octobre introduit un contrôle plus strict sur les chômeurs qui en bénéficient (quatre pointages au lieu de deux par mois).

LE COLLECTIF CHOMAGE PROPOSE LA CREATION DE COMITES DE CHOMEURS ET DE SANS-EMPLOI, où seront discutés :

 Les revendications que nous venons de définir;

 Les formes de lutte qui permettront leur satisfaction.

COLLECTIF CHOMAGE.

PERMANENCES :

— Jeudi 15 heures-20 heures: 4, rue Nicolas-Charlet, 75015 Paris, Métro Pasteur (Tél.: 273-03-61).

— Lundi 18 h 30-20 h 30 : 154, rue St-Maur, 75011 Paris (Tél. : 357-58-50).

— Mercredi 15 heures-20 heures: 45, rue Bourgon, 75013 Paris, Métro Maison-Blanche

Vient de paraitre



DISPONIBLE AU

33 rue des Vignolles «Xº

MOYEN ORIENT: réaction

Il y a à peine un peu plus d'un an qu'éclatait la quarième guerre israéloarabe, que circulent déjà des rumeurs d'une éventuelle reprise des hostilités

Ces rumeurs, fondées ou non nous poussent à analyser la situation qui semble s'aggraver depuis un certain temps.

QU'EN EST-IL EXACTEMENT ?

Le capitalisme est en pleine crise et cela les travailleurs le savent bien, car c'est eux qui, journellement, en ressentent les dures conséquences sur leur emploi et leur niveau de vie.

Aux revendications légitimes des travailleurs, le capital répond, par l'intermédiaire de ses représentants, que le pétrole est la cause principale de l'inflation et donc de la crise économique.

Or il se trouve que, compte tenu des profits considérables réalisés par les sociétés pétrolières et du prélèvement fiscal de l'Etat, la part de pétrole dans le taux d'inflation est seulement de 4 % sur un taux d'inflation annuel de 18 %.

Mais la subtilité du capital dans le fait qu'il ménage la chèvre et le chou : ne pas marquer une séparation trop décisive avec Israël, mais en même temps favoriser les gouvernements arabes. Si Fourcade et ses partenaires de l'ONU semblent tellement s'intéresser à la cause palestinienne, ce n'est que pour préserver leurs intérêts de classe qui sont très menacés en ces temps de crise.

Les U.S.A., qui jusqu'à maintenant soutenaient inconditionnellement l'Etat d'Israël pour des raisons économiques, stratégiques et politiques, en viennent à remettre en cause leurs engagements en demandant à Israël de négocier soit avec la Jordanie, soit avec l'OLP.

Une chose devrait être claire pour nous, c'est que les pays occidentaux ne s'allient avec autant d'enthousiasme avec les gouvernements arabes que dans un intérêt purement économique : en vue d'essayer de résoudre leurs contradictions.

Si les capitalistes d'Etat, eux, ne sont pas en présence de la même crise, ils n'en sont pas moins présents dans cette partie du monde pour des intérêts strictement stratégiques et économiques (commerce, armement, Méditerranée).

Il suffit, à ce sujet. de citer les propos de Belayev, journaliste de la « Pravda », actuellement au Caire pour préparer la visite de Brejnev : « Nous n'accepterons jamais une paix qui irait à l'encontre des intérêts soviétiques. »

Ce n'est que dans ce sens que nous pouvons comprendre les récentes mouvances diplomatiques et le caractère bourgeois des alliances trop rapides ou trop sournoises (U.S.A.-Europe-U.R.S.S.).

Actuellement, les intérêts économiques se situent plutôt du côté des gouvernements arabes, et les différentes bourgeoisies occidentales sont amenées a favoriser l'isolement de l'Etat d'Israèl.

ISRAEL ISOLE

Le refus d'Israël d'évacuer les territoires occupés en 1967 a contribué également à son isolement sur le plan diplomatique. L'Etat sioniste se sent menacé par un eventuel làchage américain (éventuel, car il y a contradiction entre la crise qui pousse les U.S.A. à la conciliation avec les gouvernements arabes et l'électorat juif américain qui préfererait le maintien du soutien à Israël).

Nous pouvons faire un parallèle avec le mois de mai 1967 où Israël était dans une situation analogue d'isolement et de lâchage... français : c'était le prélude à la guerre des Six jours.

CONSEQUENCES DE CET ISOLEMENT EN ISRAEL

Elles sont doubles, car nous assistons à une montée du nationalisme et a une montée des luttes.

- Montée du nationalisme :

Face à l'isolement constaté, des membres influent du Parti Travailliste demandent à I. Rabin, président du Conseil israélien, de faire appel au Likoud (regroupement nationaliste assez puissant et à caractère fascisant), en vue de la création d'une large union nationale.

La fermeté et l'intransigeance du sommet arabe de Rabat favoriseraient, en Israël, cette « union sacrée » tant espérée par le Likoud. Toujours dans cette perspective, Rabin continue de déclarer qu'il refuse toute négociation avec les terroristes de l'OLP; aurait-il oublié que les premiers terroristes sur cette même terre de Palestine étaient ses compatriotes de la Haganah et du Irgoun?

Il est à noter l'importance que peut représenter la création de la **Défense civile**, milice qui s'est créée après les attentats de Maalot et Kiriat Chemonehe : il va sans dire que c'est là un danger supplementaire pour le prolétariat israélien cette milice pourrait servir de courroie de transmission à une possible coatrien ou le Likoud occuperait une place de choix Mais cette union sacrée, semble-t-il, ne fait pas l'unanimité : les heurts entre policiers israéliens et manifestants dans le quartier populaire de Hatikva (faubourg de Tel Aviv) sont là pour le prouver

- Montée des luttes sociales :

En effet, le niveau de vie des ouvriers israeliens ne cesse de baisser :

- Hausse du coût de la vie, baisse re lative des salaires;
- Hausse des matières premières l'essence à 3 francs le litre, le plus cher du monde.

Le tout couronné par une dévaluation de l'ordre de 43 $^{o}_{\,\circ}$ de la Livre israélienne indexee sur le dollar.

Beaucoup parmi le prolétariat refusent de faire les frais d'une crise provoquée par les capitalistes, et c'est ce qui explique que la Histadrout (syndicat patron et unique) semble être débordé sur sa base par les comités ouvriers qui réclament des augmentations de salaire de l'ordre de 40 %.

La classe ouvrière israélienne, par l'intermédiaire des organes de lutte qu'elle se crée, réagit énergiquement au plan d'austérité que veulent lui imposer les dirigeants travaillistes.

La création de ces comités ouvriers est un grand pas qu'a fait la classe ouvrière israélienne en vue de son indépendance face au syndicat et au réformisme.

Mais, cette même classe sortira-t-elle de l'intoxication chauviniste dans laquelle l'a placée la bourgeoisie israélienne ou oubliera-t-elle les conflits de classe pour aller en guerre contre « l'ennémi commun.» ?

Cette position difficile dans laquelle se trouve le prolétariat israélien et qui est a placer dans le contexte de l'isole-



sur toute la ligne

ment de l'Etat d'Israël nous amène à nous poser quelques questions.

QUI A VERITABLEMENT CREE CET ISOLE-MENT ET A QUI PROFITE-T-IL ?

Sans conteste les gouvernements arabes ont fait pencher la balance de leur côté en isolant l'Etat d'Israël et en le mettant devant ses contradictions, ce qui est une bonne chose.

Mais l'arme du pétrole, qui, en principe, est justifiée, car les pays capitalistes pendant trop longtemps ont bénéficié de matières premières à des prix dériseires, se retourne contre son principal bénéficiaire. En effet, à qui reviennent de droit les avantages de l'augmentation du rpix du pétrole, si ce n'est au prolétariat arabe lui-même?

Or c'est là une logique que les gouvernements réactionnaires arabes n'acceptent pas. Ils préfèrent investir dans les pays capitalistes et jouer les millions recueillis dans les casinos en France. Quant au prolétariat arabe, ses représentants sont écroués, ses syndicats interdits et son sort bafoué.

Les « masses arabes » sont dans un état d'aliénation et d'oppression qui n'est pas à la gloire de leurs dirigeants et de leurs « progressistes soviétiques ».

La lutte contre Israël unit les nations contre l'« ennemi commun », mais c'est là un moyen efficace pour les dirigeants de masquer les véritables préoccupations et d'enrayer les luttes.

ON NE PEUT S'EMPECHER DE CRITIQUER LES DIRIGEANTS :

- d'Irak, qui viennent de prendre cinq
 contre-révolutionnaires » mais qui continuent de soutenir la cause palestinienne
- ne
 d'Arabie Saoudite, qui soutiennent
 Arafat car il encourage l'islamisation et
 qui distribuent des pamphlets antisémites aux visiteurs de leur pays (« Protocole des Sages du Sion » et « Mein Kampf »).

Tous ces gouvernements qui, soi-disant, luttent contre le sionisme comme représentant de l'impérialisme au Proche-Orient, gardent des relations plus que privilégiées avec les U.S.A. Nous pouvons dire qu'ils sont tout autant qu'Israël les représentants de l'impérialisme au Proche-Orient, et qu'ils véhiculent la même idéologie (armée, religion, etc.).

A maintes reprises pendant et depuis la guerre d'octobre 1973, les gauchistes français sont tombés dans un piège, ils ont cru à la « nécessité » de soutenir des gouvernements bourgeois (Sadate, etc.) contre un autre gouvernement bourgeois (Golda Meir): c'est là un choix que nous, communistes libertaires, devons refuser. Et c'est à partir de ce même refus que nous mettons en cause la représentativité d'Arafat et le bienfondé de ses positions.

SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN: DANS QUEL SENS?

Il est vrai que c'est la minorité agissante, qui se trouve représentée au sein de l'OLP, qui a remis à l'ordre du jour le problème palestinien. Mais tant que les Palestiniens resteront attachés aux subsides des dirigeants réactionnaires, ils ne pourront être que les exécutants des volontés de ces dirigeants.

Ces dirigeants, dont Arafat, refusent de distinguer les éléments nationalistes L'analyse de la nature particulière de la colonisation sioniste nous a permis de voir qu'il existe irrémédiablement en Israël un prolétariat israélien et qu'il serait aberrant de réduire toute la population à la bourgeoisie et aux institutions sionistes. Nous devons donc condamner les courants de la résistance qui refusent de faire la distinction entre le prolétariat israélien et les structures réactionnaires et sionistes de l'Etat, le renvoyant ainsi dans les bras de la réaction.

De plus, l'Egypte essaye de pousser



et contre-révolutionnaires des révolutionnaires et donc se cantonnent dans une politique régionaliste et dans un refus de prendre part aux luttes des masses ouvrières en Jordanie.

L'Etat d'Israël a misé, entre autres, sur cette lacune et spécule sur le fait que les Palestiniens, qui sont sous occupation, travaillent, ne contesteraient pas, acquiéraient des connaissances techniques et désapprouveraient les actes violents des organisations palestiniennes. Or, les derniers événements en Cisjordanie où des manifestations palestinlennes ont débouché sur des heurts violents et une forte répression semblent démunir Israël de la dernière carte dans le jeu diplomatique.

LUTTE CONTRE LE SIONISME ET LES REGIMES ARABES

La lutte contre le sionisme est inséparable de la lutte contre les régimes arabes.

La résistance palestinienne se trouvera dans l'impasse du fait de ce qul a toujours été son mode d'organisation, à savoir qu'elle a toujours développé uniquement le côté militaire de la lutte et a délaissé son rôle de catalyseur de l'auto-organisation des masses palestiniennes et arabes, sur une base de lutte des classes dans les camps de réfugiés et en Cisjordanie.

Les actions de terrorisme n'aident pas à une véritable prise de concsience et à une auto-organisation populaire, mais ne sont que des flambées de poudre périodiques ravivant les sentiments nationalistes l'aile droite de la résistance à la création d'un Etat autonome qui servirait à enfermer le peuple palestinien entre le marteau israélien et l'enclume jordanienne.

Ls derniers événements (ONU) laissent supposer que les dirigeants palestiniens, toujours prisonniers des pressions des gouvernements arabes, finirotn pas accepter la création de cet Etat après négociation avec Israël. En effet, ce dernier sera bien obligé, vue les pressions exercées et l'isolement, de négocier avec les « terroristes ».

Outre les écrivains, universitaires et intellectuels friands d'avantages bureaucratiques, le nouvel Etat palestinien serait composé aussi par l'ancien Premier ministre de Jordanie: Sleiman Naboulsi et l'ancien président de la municipalité de Naplouse: El Masri. L'avenir de cet Etat a l'air très prometteur.

Contre la réaction qui sévit sur toute la ligne, il est nécessaire de développer la lutte révolutionnaire au Moyen-Orient et d'œuvrer pour une lutte commune des travailleurs palestiniens, arabes et israéliens.

Cette lutte commune doit se situer contre les bourgeoisies respectives et les impérialismes qui soutiennent et maintiennent la région dans un état de guerre et de chauvinisme national.

Il découle de cette analyse que la solution socialiste révolutionnaire du conflit israélo-arabe passe par la destruction des Etats israéliens et arabes, la formation d'une fédération des conseils ouvriers du Moyen-Orient.

L'avenir montrera si le projet est utoplque.

Commission Proche-Orient.

des prisonniers

politiques en danger de mort

Un groupe d'une dizaine de détenus espagnols ont été arrêté puis abominablement torturés, parmi lesquels Eva Forest, compagne de l'écrivain Alfonso Sastre, lui-même arrêté pour avoir pris publiquement la défense d'Eva.

La police franquiste prétend avoir trouvé au domicile des accusés du matériel de propagande, quelques armes et des refuges » destinés à abriter des militants visés par la répression. Elle tente de créer un amalgame, totalement dénué de preuves et sans aucune base sérieu-se, entre l'activité des accusés, d'une part, et d'autre part, les deux attentats terroristes, le premier qui coûta la vie à l'amiral Carrero Blanco, chef du gouver-nement, le 20 décembre 1973, sur la calle Claudio Coello, à Madrid, le second, le 13 septembre 1974, à la Puerta del Sol, également dans la capitale, qui fit douze victimes.

Comme ce fut le cas en Italie, à Milan, où l'anarchiste Valpreda fut longuement emprisonné pour un attentat per-pétré en réalité par l'extrême-droite, il semble bien que celui de la Puerta del Sol ait été une provocation du même genre. Quant à l'explosion qui envoya en l'air le sinistre amiral, bien qu'elle ait été revendiquée par l'ETA basque, il n'est pas exclus qu'elle ait été l'œuvre de la C.I.A. américaine. Si cette hypothèse était confirmée, les services secrets yankees (qui disposaient des formidables moyens nécessaires pour la réussite de l'entreprise) auraient fait d'une pierre deux coups : « punir » le chef du gouvernement franquiste pour avoir refusé, en octobre 1973, le pont aérien d'aide à Israël, et, en second lieu, faire garrotter des révolutionnaires espagnols, tels que Puig Antich et, demain peut-être, Eva Forest et ses camarades.



En effet le procès de ces derniers devant un tribunal militaire est imminent au moment où sont rédigées ces lignes. En France diverses organisations ont assuré le soutien des co-accusés. Le 3 décembre une conférence de presse a été convoquée à Paris par le CISE (Comité d'information et de solidarité avec l'Espagne) et le 11 un meeting a eu lieu à la Mutualité.

A la réunion du CISE, Simone Signoret a fait observer avec raison que la solidarité ne doit pas être réservée seulement à quelques « stars » mais à l'ensemble des prisonniers politiques espa-gnols. Un rédacteur de « Front libertaire » a appuyé ces propos et rappelé que des milliers de travailleurs, et parmi eux beaucoup de jeunes, pourrissent dans les geôles franquistes, la répression s'intensifiant au fur et à mesure que le régime fasciste dépérit.

une autre forme de torture : psychologique et scientifique

Le « Monde Diplomatique » de juin 1974 a consacré un long article à cette « nouvelle forme de torture pour les prisonniers politiques ». Il s'agit de ce qu'on appelle la privation sensorielle. Elle vise « à désocialiser et désensibiliser l'être humain afin de détruire son identité ». Elle est fondée sur la suppression totale ou partielle de sensations (bruits, con-trastes d'ombres et de lumières, couleurs) indispensables à l'équilibre psychique. Voués à un isolement total dans des cellules toutes blanches, les détenus souffrent de désorientation, d'hallucinations, de déconcentration et d'incohérence de la pensée, de prostration, et deviennent des loques humaines.

Les victimes de tels traitements n'ont pas d'autre moyen de lutte que la grève de la faim et de la soif. C'est ce qu'a fait Holger Meins à la prison de Wittlich dans l'Eiffel et il en est mort, le 9 no-vembre 1974, après 57 jours de grève. Pourquoi ce décès? Les médecins des prisons ont tout simplement assassiné à petit feu Holger Meins en ne lui administrant, de force, qu'un dixième des 1 600 calories nécessaires à la survie ! Ce garçon de 1,85 m n'était plus qu'un sque-lette et pesait, avant d'expirer, 42 kg.

Les autres membres du groupe « terroriste » Baader-Meinhof poursuivent, eux. au péril de leur vie, une nouvelle grève de la faim. Ils sont au nombre de cinq. Parmi eux Andreas Baader, maintenu en détention préventive depuis deux ans, et Ulrike Meinhof, condamnée à huit ans de prison pour avoir dirigé un commando qui avait réussi à libérer Baader le 14 mai 1970. Horst Mahler a été frappé d'une peine encore plus lourde: quatorze ans. L'arme du terrorisme était sans doute

dans l'actuelle Allemagne de l'Ouest une erreur politique, qui a isolé le groupe de la masse des travailleurs. C'est ce qu'admettent tous ceux qui, en France, s'élèvent néanmoins contre le traitement barbare infligé à ces prisonniers politiques Un groupe du mouvement Marge a occupé, le 9 décembre, en signe de protestation, le Centre culturel allemand, dit « Goethe-Institut », avenue d'Iéna, dépendant de l'ambassade. Dans une déclaration rendue publique, le groupe pose la question: « 1933-1974, y a-t-il quelque chose de changé? » et dénonce « ces nouveaux tortionnaires qui en rappellent étrangement d'autres », cette « utilisation de méthodes fascistes ».

Le lendemain, dans une conférence de presse, Jean-Paul Sartre, qui vient d'être autorisé à rendre visite à Baader, a fait un compte rendu de cette démarche. assisté de l'avocat du prisonnier.

Le gouvernement fédéral allemand a beau se parer d'un masque de « libéralisme », elle a conservé l'empreinte de l'hitlérisme et nombre de ses respectables sont d'anciens nazis à peine blanchis. De passage à Paris le jour de l'occupation du Goethe-Institut, le chancelier Helmut Schmidt a pu mesurer qu'à part son compère en « libéralisme » Giscard le régime réactionnaire de Bonn n'a pas chez nous que des amis.

PUBLICATIONS QUE L'ON PEUT TROU-VER A LA LIBRAIRIE DE F.L.

- Informations rassemblées à Lyon,
- Occitanie libertaire.
- Le Postier Affranchi,
- Le Rail Enchaîné,
- Handicapés Méchants,
 Comité d'Action des Prisonniers

Le Stagiaire Enchaîné. BROCHURES DE L'ORA

- Paysans et Luttes de Classes 3 F Anarchisme et Marxisme (D. Guérin)
- Guerre de Classes en Espagne
- tome 2 Questions à l'ORA (présenta-7 F
- tion) à paraître
- La vérité sur les emprisonnés de Barcelone 3 F

Un journal de la grève de Baignol et Fargeon (Samer - Pas-de-Calais) a été réalisé par les travailleurs eux-mêmes expliquant:

- les raisons du conflit;
- le déroulement des négociations et les résultats de l'action ;
- l'organisation de la lutte. Ceux qui sont intéressés peuvent le

commander à : L'U.L. CFDT, 6, rue d'Artois, 62200

Boulogne-sur-Mer.

Joindre 3,00 F (frais d'envoi inclus).

Contrairement à ce qui a été écrit dans le F.L. n: 36 la brochure " la 1 ere Internationale" n'est pous une brochure de l'ORA. Elle a été réalisée par un " Collectif Libertaire".

Elle fait partie des publications que l'on peut trouver à la librairie de F.L. (3,00F).

suite de la page 4

URUGUAY Paris, le 19 décembre : le colonel Ramon Trabal attaché militaire de l'ambassade d'URUGUAY

à Paris, est exécuté dans son garage par une "Brigade Revo-

lutionnaire Internationale"

Trabal fut ces dernières années le chef su-prême du S.I.M. (Service de Renseignement Militaire), et, à ce titre, était directement responsable des 10.000 uruguayens torturés et détenus dans les locaux du S.I.M., de la centaine de camarades assossinés, des 7000 comarades qui sont encore détenus dans les pires conditions.

C'est le gorille-Trabal qui planificit "rationel-lement " toutes ces tortures et ces assassinats. Les chefs du S.I.M. ont aussi fait de fré-quents et discrets voyages au Chili et en Argentine où ils ont par-ticipé activement à la répression.

La nomination de Tiabal à Paris n'était pas due au hasard, mais coincident avec l'arrivée d'autres oprilles

(surtout brésiliens et chiliens).

Que renait faire TRABAL à Paris sinon coordonner ces groupes gorilles et former une succursale de "l'escadron de la mort" en Europe où les réfugiés politiques latino-américains sont nombreux Cette exécution ne va pas manquer de faire

bouger ces petits groupes de gorilles-assassins.

AFFAIRE A SUIVRE



de Draguignan soldats tribunal

« Front Libertaire » a déjà, dans ses numéros précédents, entretenu ses lecteurs des menaces qui pèsent sur trois militaires choisis comme boucs émissaires de la manifestation de rue de deux cents bidasses, à Draguignan, en septembre. Robert Pelletier, Serge Ravet et le Guadeloupéen Alex Taurus com-paraissent, les 19 et 20 décembre, devant le tribunal permanent des forces armées de Marseille. Pelletier est des trois celui qui risque la plus lourde peine. La hiérarchie militaire veut se venger sur eux de la grande trouille que lui a fait ressentir dans ses boyaux une manifestation publique en uniforme sans précédent — et qui pourrait bien être suivie d'autres. En se montrant « dur »,

le tribunal, une justice d'exception antidémocratique, se flatte de terroriser les bidasses et de mater leur ras-le-bol gran-

Peine perdue, car voici que cent dix appelés, hommes du rang et sous-officiers du 5° régiment du Génie à Versailles ont signé un texte dans lequel ils protestent publiquement (« Le Monde » du 13 décembre) contre le fait que « des soldats du contingent ont été requis pour remplacer des grévistes au cours de conflits sociaux récents ». Ils mettent en cause l'intervention de l'Armée dans la dernière grève de' éboueurs parisiens et l'utilisation d'insignation sportives de leur régiment comme centres de tri pa-

sclerose...

différents appareils de production, pour la simple raison qu'une réussite dans ces deux secteurs ne peut que faire tache d'huile et déterminer une véritable dyna-

mique de « grève active ».

Au contraire de la « grève passive » qui est littéralement incapable de mettre le système capitaliste en question hormis quelques secousses politiques (et nous écrivons cela après plus d'un siècle d'expériences concluantes), la « grève active » porte en elle la gestion ouvrière ou si l'on préfère l'autogestion, elle contient et répand les germes de révolte et de désobéissance dans tous les aspects de la vie sociale quotidienne, et c'est bien pour cette raison que nos étatsmajor syndicaux ne veulent point en entendre parler ou à l'extrême rigueur la condamnent à priori.

La grève passive est une action de harcèlement qui possède ses hauts et ses bas mais qui ne risque guère de mettre en danger les appareils syndicaux et politiques du mouvement ouvrier, bien au contraire elle renforce l'autorité de ces appareils et se révèle un moyen de pression efficace sur le plan politique, et sert d'ailleurs grandement les intérêts des partis dits ouvriers, en bref elle est ce que l'on peut appeler récupérable par

définition.

La « grève active » est au contraire le premier pas de la révolution socialiste, en ce sens qu'il y a appropriation et gestion sociales des instruments de production, rébellion contre l'autorité de l'Etat et de ses servants les partis politiques. Qu'elle soit malaisée, de prime abord, à mettre en place dans le secteur privé est une chose, une autre est de s'attaquer aux maillons les plus faibles, à savoir à certains secteurs publics essentiels.

Tout bien pesé, si la sclérose des appareils syndicaux n'est pas affabulation,il s'agit néanmoins d'une explication insuffisante, et nous pouvons pencher sans trop nous tromper vers la thèse de trahison délibérée des travailleurs - ce qui n'interdit pas d'ailleurs à tous les syndicalistes sincères de demander des comptes à leurs dirigeants.

Un camarade de la CFDT,

Strasbourg.



rallèles au cours de la grève des pos-

Le Comité national de soutien aux trois de Draguignan a organisé deux journées nationales d'action les 14-15 décembre et un grand meeting à la Mutualité le 16. A l'heure où « F.L. » est mis sous presses la sentence de Marseille n'est pas encore connue.

Libérez Pelletier, Ravet et Taurus!

(*) en fait, ils comparaitions le 7 souvier devant le tribunal -(MDR).

baignol & farjon

usine de Samer, Pas de Calais

A) POURQUOI LE CONFLIT ?

L'alerte qui suscita le conflit à l'usine de Baignol et Farjon de Samer fut donnée lorsque nous avons eu connaissance du plan de la direction de transférer une partie de la production (finition du Plastidécor - nouvel instrument à écrire) de Samer à l'usine de Boulogne-sur-Mer.

Ce plan ne pouvait qu'aller à l'encontre des intérêts des travialleurs de Samer. Dans un premier temps, il entraînait à court terme la disparition d'une trentaine

d'emplois.

Dans un second temps, il mettait en jeu l'avenir même de l'établissement. A partir de cette analyse, il ne nous restait qu'une alternative : contrecarrer les projets de la direction, et obtenir d'elle, de façon effective, que nos emplois (et par là même ceux de la région) soient garan-

Dans ce but, et pour maintenir un rapport de force favorable des travailleurs face à la direction, nous nous sommes organisés pour mener une grève qui devait être dure et longue (du 24 septembre au 28 octobre) avec occupation de l'usine.

B) LE DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS

- Mercredi 25 septembre : dépôt d'un cahier de revendications à l'Inspection du Travail, demandant le main-tien à Samer du Plastidécor.
- Jeudi 26 septembre :

Matin : les délégués passent devant

le juge des référés. Après-midi : Comité central d'Entreprise où le problème de Samer n'est venu à la discussion qu'après 2 heures et demie de discussions sur des sujets tout autres.

- Mercredi 2 octobre : Réunion du C.E. Thème: information concernant les mesures de réorganisation de la fabrication du plastidécor et du crayon de bois.
- Jeudi 3 octobre : Réunion paritaire à l'Inspection du Travail. Deux buts dif-
 - la direction : négocier la reprise du travail,
 - les délégués : garantie de l'emploi.

La direction refuse toute discussion sur les documents remis et la réunion se termine sur un échec.

Synthèse de cette réunion : « Les travailleurs de Samer ne veulent pas gérer les conséquences sociales des décisions économique qui leur échappent. »

- Lundi 14 octobre : Réunion de la Commission de Conciliation à Arras.

la direction propose un teste d'accord. Celui-ci doit être proposé au personnel le lendemain matin : s'il est accepté, une réunion aura lieu l'après-midi dans les locaux de l'Inspection du Travail pour établir un protocole d'accord de fin de grève.

Mardi 15 octobre : les travailleurs acceptent l'accord, sous la condition du changement du pourcentage donné par la direction pour la répartition des effectifs de la masse totale de l'effectif de la société.

L'après-midi, à l'Inspection du Travail, la direction a rompu les négociations, ne voulant en aucun cas revenir sur les pourcentages donnés.

Jeudi 17 octobre : réunion exceptionnelle du C.C.E.

La direction a encore une fois essayé de monter les délégués de Samer contre ceux de Boulogne. Les seuls à suivre la direction dans ses bassesses furent les agents de maîtrise et les cadres de Boulogne.

Vendredi 18 octobre : visite du P.-D.G. venu en Kamikaze dans l'usine pour lire une communication au personnel. Nous avons su que des forces de police étaient sur les dents à Boulogne, au cas où nous aurions eu la « mauvaise idée » de le garder avec nous!

Samedi 19 octobre : rendez-vous bref avec la direction, qui n'amène rien sur les revendications, mais sert à ne pas couper les ponts.

Lundi 21 octobre : une délégation de grévistes est reçue par la direction.

Rien de concret.

Mercredi 23 octobre : visite à Samer de la direction au grand complet. Ceux-ci firent un exposé sans conviction, trois petits dessins sur un tableau, le petit numéro de la larme à l'œil, et puis ils s'en sont retournés

Jeudi 24 octobre : nouvelle rencontre improductive avec M. Farce (le directeur) après quatre minutes d'entretien.

Un vote à bulletins secrets renforce la détermination des travailleurs : sur 174 votants,

139 pour continuer la lutte,

33 pour l'arrêter,

2 nuls

La direction fut mise au courant immédiatement.

- Samedi 26 octobre : nouvelle rencontre avec la direction. Celle-ci commence à revenir sur ses positions. Le soir, réunion des élus locaux. Grosse impression sur l'opinion publique.
- Dimanche 27 octobre : réunion avec la direction dans l'après-midi. La direction accepte enfin les propo-

sitions des travailleurs. Un protocole d'accord de fin de grève est signé (cf. ci-dessous).

Lundi 28 octobre : reprise du travail à 13 h 30.

CE QUE NOUS AVONS OBTENU

Le plan de développement des capacités de production est conduit dans l'intérêt du personnel des deux établissements de la société.

2. Le personnel de l'usine de Samer. inscrit au 30 septembre 1974 à l'assurance que, suite à la mise en œuvre de ce plan, il ne sera procédé à aucun licenciement ni mutation.

L'effectif au 30 septembre 1974 (290 personnes) sera maintenu jusqu'à la mise en service complète du nouvel atelier

(injection et plastidécor).

Constatant qu'au cours des trois dernières années, le rapport des effectifs, base 40 heures, de chacun des deux établissements à l'effectif de la société a évolué d'une part entre 68 % et 56 % pour l'usine de Boulogne, et d'autre part entre 32 % et 44 % pour l'usine de Samer. elle s'engage pour l'avenir, en liaison avec le Comité Central d'Entreprise, à maintenir dans l'usine de Samer un effectif de l'ordre de 38 % de l'effectif de la société.

Cependant ce pourcentage ne sera pris en considération qu'après le 1" janvier 1976, et seulement si cela est justifié.

- Etant donné les difficultés financières des familles consécutives à la grève, des dispositions sont prises en matière d'avances de salaire.
- Les salariés ayant un contrat à durée déterminée seront embauchés définitivement.
- 6. En ce qui concerne les réunions du Comité Central d'Entreprise, les ouvriers pourront maintenant participer aux travaux préparatoires, ils disposeront à cet effet d'un crédit de deux heures par membre, et seront en possession de la documentation relative aux questions traitées.

(Auparavant, les ouvriers n'étaient prévenus que de la date et de l'heure de

la réunion.)

- 7. Les Comités d'Etablissement seront informés régulièrement sur tout ce qui concerne la situation de l'emploi dans
- 8. Le personnel touché par le transfert du plastidécor conserve sa classifi-
- 9. Aucune sanction ne sera prise à l'encontre du personnel ayant participé directement ou indirectement à la grève du 24 septembre au 27 octobre.

L'ORGANISATION DE LA LUTTE

Comment nous avons mené notre lutte

Pourquoi l'occupation?

Vu l'absence de réaction de la direction au ralentissement de la production (grève perlée) commencé le 9 septembre. les travailleurs décident un arrêt de travail de 24 heures et bloquent un camion en partance pour Boulogne.

Cette fois, le patron réagit et envoie un huissier pour faire constater l'arrêt de travail. Face à cette provocation, la décision d'occuper l'usine est prise par l'ensemble des travailleurs.

Organisation de l'occupation

Rapidement, les diverses structures sont mises en place par les travailleurs

- nous nous sommes battus pour la garantie de l'emploi
- nous avons pris notre lutte en main
- nous avons gagné

eux-mêmes.

- Le Comité de grève

apparaît à la fin de la première semaine pour assurer la solidarité et l'unité à la base de tous.

— L'usine est divisée en 7 secteurs géographiques correspondant le plus possible aux ateliers, de façon à ce que des rapports étroits se nouent sur les lieux de travail. Chaque secteur nomme un responsable. La présence de chacun et sa participation aux diverses tâches est ainsi contrôlée par tous.

— La nuit, les hommes forment trois équipes. Les femmes arrivent plus tôt le matin ou partent plus tard le soir. Il faut noter ici qu'il y a 70 hommes pour 130 femmes, et que ces dernières ont participé pleinement et activement à l'ensemble de la lutte, souvent avec une détermination plus grande que les hommes.

 Les week-ends, des volontaires se désignent pour assurer la présence dans l'usine. Les femmes assurent au moins deux demi-journées.

Toutes les tâches (entretien, etc.) sont réparties par rotativités et de façon logi-

Une partie des délégués demeure en permanence dans l'usine occupée.

- Popularisation et soutien

Là encore, ce sont les travailleurs qui s'organisent et prennent en charge l'organisation de la solidarité.

— Des responsables sont désignés pour s'occuper des collectes, de la tenue des cahiers, etc. Les frais de déplacement des camarades sont remboursés par la caisse de solidarité.

 Des équipes (5 personnes) se chargent d'aller collecter dans les communes des environs et devant les portes des entreprises

— La popularisation de la lutte était importante, étant donnée la nature particulière du conflit. Elle fut facilitée par la parution d'une brochure explicative rédigée par les grévistes.

A propos de la popularisation, nous avons pu constater deux choses :

— La solidarité s'est manifestée plus particulièrement là où d'autres travailleurs ont été confrontés à l'expérience de la lutte pour la défense de leur emploi.

— Il faut constater une fois de plus que les travailleurs ne peuvent pratiquement compter que sur eux-mêmes pour expliquer le sens de leur lutte. La presse et les moyens d'information font souvent preuve d'un manque d'objectivité (communiqués tronqués ou tout simplement refusés!). Ceci est particulièrement vrai de la Voix du Nord. Cet état de fait fut dénoncé en assemblée générale en présence des journalistes.

Autodéfense

Les travailleurs étaient résolus à éviter toute violence ou provocation ne pouvant que faire le jeu de la direction.

Dans ce but, outre les équipes de nuit mises en place, la sécurité fut renforcée (veilleur de nuit accompagné dans ses rondes).

De plus, tous étaient fermement décidés à empêcher des éléments hostiles à la grève de pénétrer dans l'usine et les moyens furent mis en œuvre pour y veiller.

La démocratie directe dans la lutte

Notre action s'est déroulée dans l'unité à la base de tous lest ravailleurs. Pour parvenir à ce résultat, la démocratie directe a été appliquée dans la lutte à tous les niveaux.

 L'assemblée générale quotidienne (et parfois plus) de tous le personnel était le lieu de décision, d'information, et d'organisation (répartition des tâches, etc.)

C'est donc l'ensemble des travailleurs réunis en assemblée générale qui a pris collectivement et à la base initiatives et décisions.

— Ainsi, il n'y a jamais eu de coupures ou d'incompréhensions entre nos délégués et l'ensemble du personnel. Ainsi ont été évitées la lassitude et la désunion

Quelques exemples suffisent à montrer cette volonté unitaire et anti-hiérarchique :

— Toutes les discussions, même avec des personnes étrangères à l'usine (journalistes, etc.) se sont déroulées en présence de tous.

 Les délégués ont même refusé de prendre part aux votes à main levée de façon à ne pas influencer leurs camarades.

— L'A.G. des travailleurs a même été amenée à rédiger directement un communiqué à la Presse (qui fut d'ailleurs jugé trop violent et refusé!).

Grâce à ces principes de démocratie directe (décisions à la base, absence de hiérarchie, égalité et participation de tous), la lutte a été menée jusqu'au bout dans l'unité et l'efficacité et notre détermination est venue à bout des manœuvres de la direction.

COMMENT NOTRE LUTTE A ETE RESSENTIE ET COMPRISE

— Par la direction :

La direction s'est opposée aux revendications des travailleurs jusqu'au bout et, pour ce faire, elle n'a pas hésité à utiliser les moyens les plus bas, essayant sans cesse de diviser et de casser le mouvement.

— Par la maîtrise :

D'accord avec nos revendication, mais opposée à nos formes d'action, cette dernière a dû quitter l'usine occupée. Les cadres qui le désiraient ont été autorisés à rentrer dans les locaux, à condition qu'ils ne tentent rién pour s'opposer à l'action des grévistes et qu'ils se portent garants de la sécurité dans l'usine. Ceux qui n'ont pas accepté ces conditions se sont vu refoulés.

L'usine Baignol et Farjon de Boulogne-sur-Mer :

Il faut savoir que la maîtrise y représente 25 % des effectifs et qu'elle s'est évertuée, téléguidée par la direction, à diviser et à monter nos camarades de Boulogne contre nous, allannt même jusqu'à organiser une contre-manifestation à la sous-préfecture. Ceci n'a eu pour effet que de faire durer le conflit, la direction se sentant soutenue.

Les élus locaux et les partis politiques :

Conscients du caractère politique de toute grève, les travailleurs ont cependant tenu à refuser toute ingérence d'organisations ou d'appareils politiques dans le déroulement de la lutte. Ceci nous a permis de demeurer unis et solidaires jusqu'à la fin. Nous remercions tous ceux qui nous ont soutenus sur des bases décidées par l'ensemble du personnel.

— Les syndicats :

Seule la C.F.D.T. était présente sur le plan organisationnel, mais des militants de base d'autres entreprises nous ont aidés, quelle que soit leur appartenance

Déçus par un manque de réaction au niveau fédéral et confédéral, les travailleurs ont reçu l'appui de l'Union Locale, C.F.D.T. de Boulogne-sur-mer, l'Union Départementale et l'Union Régionale.

La population (Samer, Boulogne): Désorientée au début par le manque

d'informations et le caractère très particulier de la lutte, la population nous a manifesté sa solidarité dans de nombreux endroits. Enfin, il faut remarquer, outre le rôle de la Presse déjà mentionné, que la Justice est plus prompte à réagir aux plaintes des patrons qu'a étudier le cas des travailleurs licenciés, montrant ainsi son caractère de classe.

La sous-préfecture, elle après nous avoir fait des propositions inacceptables, s'est déclarée « agacée » par la détermination des travailleurs de Baignol.

LES ACQUIS DE LA LUTTE

Le but de notre action était la DEFENSE DE L'EMPLOI, le nôtre et celui de la région en général, Samer étant une zone rurale où Baignol et Farjon constitue pratiquement la seule industrie. Il s'agit donc d'éviter la récession dans l'intérêt de TOUS. Sur ce point notre lutte a été victorieuse et nous avons obtenu des garanties suffisantes.

Notre action avait un caractère nouveau et particulier: nous n'avons pas attendu des licenciements ou des pertes d'emplois pour agir. Dès que nous avons connu les projets de la direction, nous avons fait une analyse à court et à long terme de l'avenir de l'entreprise et avons contrecarré immédiatement par

suite en dernière page

notre lutte les plans de la direction, réussissant à obtenir d'elle un accord écrit qui doit garantir leur emploi aux travailleurs.

De plus, il est un autre acquis de cette grève que les travailleurs ressen-tent profondément : nos formes d'actions et notre solidarité nous ont permis de prendre conscience collectivement de notre force.

Cette prise de conscience apposait à plusieurs niveaux

avant la grève: sentant l'emploi menacé, l'information de tous (affichages, prises de paroles...) a permis la mobilisation.

durant le conflit : pour donner une dée de la solidarité active de tous les travaileurs, il suffit de dire que sur un effectif total de 265 personnes (duquel il faut décompter 15°° d'absentéismemaladie), 207 ont bénéficié du fonds de solidarité (5 semaines de présence actie). 190 camarades ont été présents les 34 jours du conflit (y compris les week-ids). Autre exemple: 170 personnes étaient présentes à une A.G. du dimanprésents et actifs durant le conflit.

Les travailleurs, luttant dans un esprit galitaire et anti hiérarchique, ont su 'évelopper un esprit de solidarité sans précédent.

Après le conflit : cette solidarité est toujours vivante alors que le travail a repris. Dans la lutte, on a pu se ren dre compte que les intérets particuliers et les égoïsmes individualistes ont été dépassés. Maintenant les rapports sont changés entre nous.

La démocratie directe continue d'être

appliquée et chacun demeure mobilisé. Chacun connait et comprend mieux son. voisin et des sorties et autres activités communes sont projetées.

Personne ne regrette les sacrifices consentis et les travailleurs demeurent unis et vigilants.

CONCLUSION

La lutte, jusqu'à la fin, a été conduite par tous, dans l'UNITE, la DIGNITE et la SOLIDARITE.

Notre action, développée dans des structures responsables et efficaces (tout le pouvoir à l'Assemblée Générale, participation de tous, refus de divisions hiérarchiques) a abouti à une victoire pour la défense de l'emploi dans la région, en dépit de l'attitude de la direction et des pouvoirs civils.

De telles formes de lutte ressurgissent un peu partout spontanément depuis quelques années (le Joint Français Lip, Pennaroya...) et montrent la détermination des travailleurs face aux pa-trons et au capitalisme, adversaires de leur émancipation matérielle et morale. Cette grève démontre une fois de

plus que les travailleurs, jeunes, femmes et anciens, tous unis, sont capables de prendre eux-mêmes leurs affaires en main et de gérer leur vie, en dehors de tout esprit partisan de chapelles et en refusant qu'on prenne les décisions .a leur place.

A Samer, nous avons lutté dans l'unité et nous maintenons cette unité.

Les travailleurs de Baignol et Farjon de Samer (62).

libertaire des luttes de classes

33 rue des vignoles 750 20

TEL:370 46 86

ABONNEMENTS:

France

10 nº - plis ouverts : 1700 F 10 nº - plis fermés :

34,00 F

FRONT

Etranger.

cons'- plis owners: 20,00 F

10 nºs - plis fermés : . Abonnements de diffusion

5 ex. pendant 10 np: 75,00 F

10 ex. pendant 10 n.s. 150,00 F Pour tout changement d'adresse joindre 150F entimbres.

coups de pied occultes

Après l'élection de Giscafd, les partis et les syndicats nous avaient dit « les gars, vous allez voir : à la rentrée, on met le paquet ... Ça nous étonnait que le PC et le PS, avec leur passé de liquidateurs de lutte, se mettent dans la bagarre. Pourtant, les avis étaient partagés; y'en a même qui pensaient que la gauche s'était refait une virginité!

On a vu. Bien sûr, y'a eu la grève, mais c'est la base qu'est partie. Le sommet, sur le plan national, il ouvrait sa gueule, il frappait du poing sur la table. A la base, les militants, ils faisaient ce que le sommet leur avait dit : « contrôler ». Et quand la gauche parle de « contrôler » ça se traduit par « étouffer ».

La «, rage au cœur » contre ceux qui nous exploitent mais aussi contre ceux qui nous trompent, ceux qui parlent mais qui dans le fond veulent devenir les

nouveaux gestionnaires du Capital. C'est la fin de l'année, la bourgeoisie va nous faire le coup de la « paix sociale », le grand barratin quoi ! » « Pourquoi se bagarrer, on est tous frères », « consommez, consommez mes frères (nous on s'en met plein les poches) tout le monde, il est heureux ; tout le monde, il peut acheter!

La gauche, elle, elle va organiser des arbres de Noël dans les mairies; dans les usines, dans les foyers (c'est ce qu'elle appelle la consommation démocratique et pourquoi pas avancée!) ben! voyons, « on a beau être des « révolu-tionnaires », on n'est pas méchants, on est pour les traditions »!

On nous dit « vous n'êtes plus dans le coup. Noël c'est plus une fête du pouvoir, de l'Eglise, du capitalisme, c'est fête populaire ». N'empêche que c'est bien le pouvoir, les curés et les capitalistes qui nous l'imposent cette fête. Noël new look, d'accord, ils sont dans le coup. Que le soir de Noël tu n'ailles pas à la messe, ils s'en foutent. L'important, c'est de participer à ce grand jour - et tous, de droite ou de gauche répondent à l'unisson : oui, on participe.

Décidément, c'est dur de se libérer de vingt siècles de soumission. Même les athées, ils se font avoir. Tu vois chez eux (c'est pas des conventionnels, ils s'assoient par terre, et par terre y'a l'arbre de Noël. Tu leur demandes, pourquoi: « C'est plus chouette » qu'ils te disent, ou alors « les enfants y compren-

draient pas ».

Pour faire la révolution, pour changer la vie, il ne suffit pas de changer les structures, si les gens ont des toiles d'araignées dans le grenier du cerveau. Ta révolution, camarade, ce sera du bidon! La révolution de demain, elle passe dans ce que tu fais aujourd'hui les rites, le travail, la famille, la patrie, et le reste. Faut essayer de se libérer! C'est vrai, c'est pas facile non plus! Quand le prolo il aura fait un peu de ménage dans sa tête, tu verras la révolution elle n'est pas loin.

C'est fêtes, c'est leurs fêtes, la fête du pouvoir, qui joue la paix sociale, celles des curés (même en blue jeans). Qui perpétuent la soumission, celle des capitalistes qui se font du fric.

Nous fêtons Noël et ils profitent.

pour contact avec FRONT

PERMANENCE tous les jours

33 rue des vignoles 75020 paris écrire: région NORD

(même adresse) région **SUD** GERMINAL: 19rue des Suisses

13200.ARLES

imprimé par

S.A.R.Laucapitalde 2000frs Siège: 9 rue Auguste Métivier

Directeur de la publication: Beaugrand Dépôt légal 37126 com par presse 51613

CCP FRONT LIBERTAIRE

33 907 40 LA SOURCE